**OBLIGATIONS D’ESS MINIMALES POUR LES CONTRACTANTS**

**PHASE DE CONSTRUCTION**

**TUNNEL DIQUINI**Pendant la phase de construction, le Contractant devrait développer et mettre en œuvre un Cadre de Gestion Environnementale, Sociale et de la Santé et Sécurité (ESS) qui conforme avec la législation Haïtien et les normes et meilleures pratiques internationales soulignés par le IFC (Société Financière Internationale/Groupe de la Banque Mondiale) dans leurs Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires.

Le Cadre de Gestion ESS devrait inclure, au minimum, les plans de gestion suivants, selon il soit applicable :

1. **Plan de Gestion d’Influx**, y compris gestion de limites, politique et procédures d’embauche locale, plan de communication :

1. *Clôturage et gestion des limites*: la clôture devrait rendre le site inaccessible aux individus non autorisés, signalisation appropriée, et surveillance constante.
2. *Embauche locale/plan de recrutement*/ politique de recrutement et politique d’acquisition de biens et services :

* Consultation sur et mise en œuvre de projets de développement en partenariat avec le gouvernement local et des ONG. Elaboration et application d’un plan de recrutement au niveau local, et établissement de mesures viables pour la publication des postes disponibles.
* Les procédures d’embauche et d’acquisition devraient être largement diffusées au grand public à partir des bureaux de recrutement (bureaux administratives locaux tels comme la mairie) et les agents de relations communautaires pour éviter absolument tout recrutement ou acquisition “à la porte”.
* Des avertissements tels comme des brochures devraient être développées et distribuées dans les communautés locales, ainsi que dans les communautés d’où la migration est anticipée de provenir.
* Le recrutement devrait être également distribué entre les communautés locales. Le contractant devrait fournir une liste d’offres d’emploi aux bureaux de recrutement, y compris le formulaire de candidature officiel.

1. *Stratégie de communication:*

* Gestion des attentes via l’élaboration et l’application d’un Plan de Dialogue avec les Parties Prenantes.
* Le contractant devrait mettre en œuvre une campagne énergique (par radio, brochures et autres moyens appropriés à la culture locale) pour fournir des informations à propos du Projet et les procédures d’embauche, dans toute communauté d’où on attend la migration.
* Le contractant ou le Projet devrait installer des Bureaux de Projet dans les communautés locales. Alternativement, les Bureaux de Project devraient être mobiles.
* Le contractant devrait avoir, en minimum, un agent de relations communautaire pour faire la liaison directe avec les communautés, et pour gérer le système de réclamation

1. *Politique et procédures de transportation et logistiques:*

* En cas qu’il aura besoin de transporter de ouvriers aux sites des travaux, le contractant devrait assurer que les ouvriers sont transportés au chantier directement à partir de points d’embarquement préétablis, avec véhicules désignés pour le Projet
* Le plan de transportation devrait assurer que l’itinéraire d’embarquement/de débarquement évite des situations d’interaction entre les ouvriers et les communautés autre que la communauté du ouvrier.
* En développant le plan de logistiques et pendant la sélection de routes d’accès, le contractant devrait prendre en compte le potentiel de provoquer l’influx au site, ainsi que la sécurité de la communauté affectée.
* Pendant la sélection de routes d’accès, le contractant devrait planifier la route, les logistiques et les procédures pour transporter les équipements et charges lourdes, identifiant tous les zones de risque potentiel en relation au transport ainsi que la sécurité communautaire, et éviter ces zones au mesure possible ou fournir des mesures appropriés pour réduire les risques.

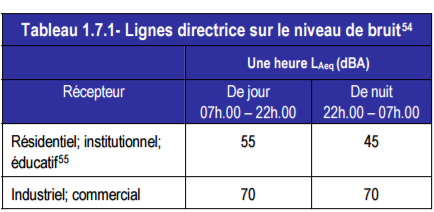
1. *Système de réclamation* : Conformément aux meilleurs pratiques internationaux soulignés dans les normes de performance de l’IFC, le contractant (directement ou via le promoteur du Projet) devrait développer un système de réclamation proportionnelle aux risques et impacts potentiels du Projet. Il devrait inclure un mécanisme pour répondre aux préoccupations des ouvriers et les communautés, dans une manière ponctuelle, transparent, facile à comprendre et appropriée à la culture locale. Le système doit être facilement accessible à tous les segments de la population, gratuitement et sans rétribution.

* Le mécanisme ne devrait pas remplacer ou entraver l’accès aux recours judiciaire ou administratif.
* Le contractant devrait renseigner les communautés affectées sur le mécanisme au cours de son processus d’engagement communautaire.
* Des informations écrites dans la langue ou dialecte appropriée devraient être disponibles dans tous les bureaux du Projet. Ces informations devraient inclure les procédures pour accéder les recours judiciaires et administratifs, dans les cas où un consensus ne peut être atteint.
* Les agents de relations communautaires devraient être bien informés sur le système de réclamation pour pouvoir répondre rapidement à toute question posé par les membres des communautés affectées.

1. *Plan de sécurité* : Ce plan fait partie de la gestion d’influx et doit être soigneusement planifié et exécuté pour assurer que le contactant et le Projet adhérent aux Principes Volontaires sur la Sécurité et Droits de l’Homme, afin de minimiser les risques de réputation pour la BID. Un plan de sécurité bien coordonné avec les autorités gouvernementales doit être en place pour assurer la sécurité des machines et équipements, ainsi que décourager toute intention d’influx par les squatters.
2. **Contrôle et Surveillance de la Pollution,** y compris l’eau, eaux usées, déchets solides et déchets dangereux, bruit et émissions atmosphériques, érosion et sédimentation, plan de gestion et suivi, conformément avec les Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires pour la construction et démantèlement de l’IFC.
3. *Eau potable et eaux usées:*

* Le contractant devrait fournir l’eau potable, et le traitement approprié des eaux usées conformément avec la législation Haïtien et les directives environnementales, sanitaires et sécuritaires pour la construction et démantèlement de l’IFC, aussi bien que les directives générales ESS de l’IFC.
* Les eaux usées non traités ne devraient jamais être déchargées sur les terrains ou dans les eaux de surface.

1. *Erosion et Sédimentation des Sols:*
   * Le contractant doit élaborer un plan de Contrôle de l’Erosion et de la Sédimentation des Sols, qui doit inclure des contrôles de l’érosion comme la minimisation de l’étendue des aires perturbées et la stabilisation/ végétalisation des aires perturbées aussi rapidement que possible, et les contrôles de la sédimentation tels que les bottes de foin, les barrières aux boues, l’ancrage des roches, et la protection à mi-pente.
   * Le plan doit prévoir les fortes chutes de pluie aux fins de gestion des risques d’inondation localisée.
2. *Bruit et vibrations:* 
   * Le contractant devrait surveiller le bruit généré pendant la phase de construction pour assurer qu’il ne dépasse pas les valeurs dans le Tableau de l’IFC ci-dessous, ou se traduit par une augmentation maximale de 3 dBA sur les niveaux de fond applicable aux points les plus sensibles.

54 Les valeurs recommandées concernent les niveaux de bruit mesurés en plein air. Source: Guidelines for Community Noise, Organisation mondiale de la santé (OMS), 1999.

* + Le contractant devrait limiter les heures d’activités de construction en ligne avec le Tableau ci-dessus, de manière à éviter les travaux faits la nuit près des récepteurs sensibles (par ex. maisons, hôpitaux).
  + Le contractant devrait identifier tout espèce de faune sensible au bruit dans la zone du Projet (i.e., des espèces menacées, oiseaux nicheurs) et élaborer un plan d’action si ces espèces identifiées se trouvent dans le voisinage du chantier. Le personnel de construction devrait recevoir une formation à la sensibilisation.
  + Le contractant devrait fournir un EPI (Équipement de protection individuelle) approprié à la main d’œuvre pour la protection auditive.
  + Le contractant devrait compléter un cadastre de l’état des maisons et autres constructions a long de la route que sont susceptibles à la vibration, préalablement au commencement des activités de construction.
  + Elaborer un plan d’action si les travaux de construction sont inévitables dans le voisinage des structures sensibles.

1. *Emissions de l’air :* 
   * Le contractant devrait assurer que les véhicules et équipements de construction sont correctement entretenus, et limiter la marche au ralenti des véhicules de construction.
   * Le contractant devrait interdire la brûlure de déchets solides (par ex. les ordures) sur le site, et assurer leur élimination appropriée.
   * Le contractant devrait minimiser l’étendue des sols exposés en tout temps, et utiliser les camions d’arrosage selon le besoin pour supprimer la poussière diffuse générée par le mouvement de véhicules.
   * Un EPI approprié devrait être porté par le main d’œuvre lorsque le niveau de poussière est excessif.

Table 1.7.d. 1- Noise Guidelines54

1. *Déchets solides et déchets dangereux* : Les déchets devraient être gérer conformément aux directives environnementales, sanitaires et sécuritaires pour la construction et démantèlement de l’IFC, ainsi qu’aux directives ESS générales. Au minimum, le contractant devrait:

* Développer un plan de gestion identifiant des méthodes acceptables de ségrégation, réduction, réutilisation et recyclage des déchets solides et dangereux, y compris les sols contaminés et les déchets humains ;
* Fournir les bacs appropriés pour le stockage et séparation des déchets ;
* Fournir une formation pour la main d’œuvre sur la gestion appropriée de déchets et déchets dangereux
* Etablir procédures pour la collection, gestion, stockage, transport et disposition finale de déchets et déchets dangereux, conformément aux meilleures pratiques internationales ;
* Assurer le confinement secondaire adéquat pour les réservoirs de stockage de carburants et stockage temporaire d’autres hydrocarbures (par ex. huiles lubrifiants et fluides hydrauliques) ;
* Installer des surfaces imperméables pour les zones de ravitaillement et entretien de véhicules, et autres zones où le transfert de fluides à lieu, munis de dispositifs de contention et de contrôle des déversements;
* Développer un plan d’intervention d’urgence ;
* Fournir une formation appropriée à la main d’œuvre sur le transfert et gestion de carburants et produits chimiques, et l’intervention aux déversements
* Fournir les équipements pour le confinement et nettoyage de déversements sur le site’
* Eviter l’usage de matériaux dangereux dans ou sur les matériaux de construction (par ex. PCBs, asbestos)
* Interdire l’utilisation des sacs en polyéthylène et des intrants et objets en polystyrène expansé (PSE ou PS cristal ou styrofoam) à usage alimentaire unique, tels que plateaux, barquettes, bouteilles, sachets, gobelets et assiettes.

1. *Ressources biologiques :*
   * Enquête pré-construction sur l’habitat et micro-routage des canalisations, captages et forages pour minimiser l’impact sur les habitats naturels/boisés
   * Monter une liste des espèces importantes, et élaborer des directives d’identification et un plan d’action si des espèces sont identifiés sur le chantier
2. *Désastres naturels :* Elaborer un Plan de Réponse aux Urgences décrivant les procédures à appliquer en cas d’alerte météorologique (i.e. cyclone ou tempête tropicale) ou d’événement imprévisibles (i.e., séisme). Cela impliquerait d’assurer la sécurité de l’équipement et des matériaux, de stabiliser les aires perturbées, et d’autres actions similaires.
3. *Surveillance ESS*: Préalablement à tout activité d’excavation ou construction, le contractant devrait développer un plan de suivi de ESS. Le plan doit identifier la ligne de base de tout indicateur établi (qualité et quantité d’eau, bruit, émissions atmosphériques, au minimum)
4. **Contrôle et surveillance d’impacts sociaux**
5. *Santé et sécurité au travail :*

* Le contractant devrait fournir un équipement de protection individuelle (EPI) approprié, comme des casques de sécurité, des gilets de sécurité, des gants, une protection des oreilles et des yeux, et des masques.
* Un plan et un système adéquat de gestion de la santé et de la sécurité au travail doivent être élaborés et mis en place, y compris des procédures appropriées pour l’excavation et le creusement de fossés, la circulation, et les contrôles du bruit et des vibrations. Des mesures spéciales doivent être adoptées pour le cas où les activités d’excavation mettraient à jour des matériels dangereux (i.e., sols contaminés, eaux usées).
* L’entreprise de construction devrait aussi disposer d’un plan d’action d’urgence pour la réponse aux aléas naturels.

1. *Logistiques de transport et santé et sécurité communautaire* :
   * Elaboration et application d’un Plan de Gestion de la Circulation incluant les composants suivants :
     + Etablissement de routes alternatives d’accès aux espaces critiques (écoles, hôpitaux, cliniques, etc.) ;
     + Segmentation des sections du projet, pour minimiser les impacts ;
     + Préavis de fermeture des routes, signalisation des détours, et programmes/mesures de sécurité pour piétons et cyclistes.
   * Le contractant devrait identifier d’où parviendra les matériaux de construction, le niveau de soutien logistique requis, et l’itinéraire et horaire. Basé sur cette information, le contractant devrait développer les procédures de santé et sécurité communautaire.

* Le contractant devrait identifier les risques potentiels aux communautés par suite de dangers physiques et chimiques associés avec les activités de construction, par exemple l’intrusion intentionnelle ou involontaire sur le site, contact avec les matériaux dangereux ou sols contaminés pendant le stockage ou le transport.
* Le contractant devrait assurer que l’accès au site est strictement limité au personnel autorisé (sollicitation et vendeurs interdit).
* Le contractant devrait assurer que l’accès aux produits chimiques et matériaux dangereux est strictement contrôlé et interdit pour les personnes non autorisés.
* Niveler adéquatement les pentes pour assurer un bon drainage et éviter l’eau stagnante/les puisards susceptibles de propager les maladies vectorielles.
* Elaborer et mettre en œuvre des procédures appropriées de protection des piétons et de la communauté contre la circulation autour des chantiers.

1. *Patrimoine culturel*

* Eviter tout impact direct sur les sites culturels importants. Maximiser la séparation de toute structure culturelle importante qui pourrait être vulnérable aux impacts des vibrations. Elaborer un plan d’action s’il est impossible d’éviter des travaux de construction près d’importantes structures culturelles.
* Elaborer et mettre en place des procédures relatives aux découvertes fortuites.

1. *Restauration de Moyens de Subsistance*

|  |
| --- |
| * Finaliser un Plan Directeur de Relocalisation et de Restauration de Moyens de Subsistance, y compris   un recensement d’activités commerciales qui pourraient être affectés, et un vaste dialogue avec les  parties prenantes pour identifier les impacts et des plans de gestion viable. |
|  |